

Jackson, Robert, *Crise de l'Asie du Sud : Inde – Pakistan – Bangladesh*, Londres, Chatto & Windus, 1975, 240 p.

L. P. Singh

Volume 8, numéro 3, 1977

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700811ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700811ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Singh, L. P. (1977). Compte rendu de [Jackson, Robert, *Crise de l'Asie du Sud : Inde – Pakistan – Bangladesh*, Londres, Chatto & Windus, 1975, 240 p.] *Études internationales*, 8(3), 527–528. <https://doi.org/10.7202/700811ar>

choisissant une définition simplifiée de la propagande, en voulant la voir dans les seules émanations de bureaucraties centralisées d'un État totalitaire, l'auteur sacrifie à une certaine idéologie occidentale qui se plaît à ne déceler la propagande qu'en dehors de l'Occident. L'ouvrage de B. A. Hazan sur la propagande s'apparente aussi à la propagande.

Jean-René CHOTARD

*Département d'histoire,
Université de Sherbrooke*

JACKSON, Robert, *Crise de l'Asie du Sud : Inde - Pakistan - Bangladesh*, Londres, Chatto & Windus, 1975, 240p.

Ce volume en recension est le dix-septième d'une collection intitulée « Studies in International Security » de l'Institut des études stratégiques de Londres. Robert Jackson, un « fellow » du Collège All Souls de Londres, présente en détail les faits diplomatiques et militaires des événements qui ont conduit à la guerre indo-pakistanaise de décembre 1971 et à l'émergence du Bangladesh. Ainsi, il nous a laissé une étude souhaitée et, peut-être, complète, du séparatisme bengali, du rejet du Pakistan dans sa partie orientale, de l'intervention diplomatique et militaire de l'Inde et des efforts des grandes puissances pour régler cette crise. En fin d'étude il analyse le succès de l'Inde dans la reconstruction du Sud-Est de l'Asie malgré une vive opposition des États-Unis, et peut-être de quelques autres grandes puissances à la prépondérance régionale que l'Inde souhaite exercer.

Jackson discute de façon exhaustive les manœuvres diplomatiques du Pakistan et de l'Inde, ainsi que des grandes puissances qui les appuient. Il montre clairement

l'inflexibilité permanente du Pakistan et le support presque aveugle que les États-Unis ont accordé à l'État d'Islamabad, ce qui a forcé l'URSS à prendre parti en faveur de M^{me} I. Gandhi relativement à ce que celle-ci exigeait. Comme il le dit : « Le dernier exercice de *management* mixte des États-Unis et de l'URSS de l'équilibre sous-continentale fut un échec, principalement parce que les Américains étaient incapables, ou pas désireux de persuader le président Yahya d'accepter la prise de position révisée que l'Inde avait dû concéder sous les pressions soviétiques au début d'octobre » (p. 84). Le refus même de Yahya Khan d'entrer en dialogue avec le Pakistan oriental et ses leaders convainquit l'URSS de la légitimité de la position conjointe de l'Inde et du Bangladesh dans le conflit. Contrairement à la croyance générale, Pékin n'offrit jamais un appui effectif au Pakistan dans ses problèmes. Chou En-lai ne s'engagea jamais lui-même à maintenir l'intégrité du territoire pakistanais ; tout ce qu'il promit fut d'aider le Pakistan dans sa lutte pour la défense de sa « souveraineté ».

L'ouvrage contient une mine de renseignements des plus valables sur les aspects stratégiques de la guerre de 1971. Ses recherches établissent clairement que « ce furent les autorités pakistanaises en Islamabad qui prirent l'importante décision d'attaquer dans l'ouest de l'État, ce qui entraîna de la part de l'Inde tout le poids de ses capacités militaires en faveur du Pakistan oriental » (p. 111). Le Pakistan dut souffrir brutalement les conséquences de son geste regrettable mais encore de celles des gaffes de l'équipe Nixon-Kissinger. La mission du navire *Enterprise* dans le golfe du Bengale prolongea inutilement la guerre pour plusieurs jours (p. 141).

Il faut savoir gré à Jackson et à l'Institut des études stratégiques pour leur contribution si hautement documentée et si bien présentée. Ce volume intéressera particulièrement les étudiants en relations internationales, en stratégie militaire et en affaires

asiatiques. Le grand public appréciera également ce livre si lucide et si intéressant.

L. P. SINGH

*Département de science politique,
Concordia University, Montréal*

KOULYTCHIZKY, Serge, *L'autogestion, l'homme et l'État : l'expérience algérienne*, Paris, Mouton, La Haye, 1974, 482p.

Il s'agit là incontestablement d'une œuvre imposante de 482 pages et des plus remarquables ; l'une des plus intéressantes écrites sur le sujet.

Résultat d'une recherche effectuée par un universitaire, alliant tout à la fois les qualités critiques du théoricien, aux connaissances vécues du praticien, cet ouvrage intéressera, n'en doutons pas, tous ceux qui, de près ou de loin, se préoccupent des problèmes d'autogestion et de coopération.

Rien n'échappe ici à l'analyse critique et objective de l'auteur. Les dimensions politiques, économiques, sociales, culturelles et « managériales » de l'autogestion sont toutes attentivement examinées et passées au crible de l'analyse pertinente.

Celle-ci est d'ailleurs présentée sous la forme d'un plan très bien structuré dont le lecteur appréciera la clarté, la précision et les excellentes synthèses qui résument, avec tant de concision et de netteté, les précieux et abondants développements antérieurs.

L'ensemble est, en outre, servi par un style empreint d'une sobriété et d'une perfection qui rendent la lecture de ces quelque cinq cents pages plus agréable et aisée, que nombre de romans parmi les plus vendus.

L'ouvrage contient, d'autre part, d'abondantes annexes inédites et de multiples notes susceptibles d'ouvrir la voie à de fort intéressantes recherches ultérieures.

L'auteur souligne le caractère naturel et spontané de l'autogestion algérienne engendrée au lendemain de l'indépendance (1962) par le vide administratif créé par l'exode massif des Européens et la carence du nouveau pouvoir central algérien.

L'autogestion algérienne (1963-1973) qui s'est développée principalement en milieu rural et dans le domaine de l'entreprise artisanale, représente actuellement environ 10% du PNB algérien. Le reste étant le domaine des sociétés d'État ou du domaine concédé au secteur privé.

Selon Koulytchizky, cette décennie se décompose en trois périodes chronologiques : 1) l'autogestion au pouvoir ; 2) l'autogestion intégrée, et 3) l'autogestion assimilée.

Cette décennie est aussi marquée par le combat entre les tenants du « municipalisme », c'est-à-dire d'une autogestion décentralisée sur le modèle yougoslave, et les tenants du « préfectoralisme », c'est-à-dire d'une autogestion centralisée et contrôlée étroitement par la double tutelle de l'État et du parti.

L'auteur indique, preuves à l'appui, pourquoi, selon lui, la thèse du centralisme étatique a fini par l'emporter sur les forces plus démocratiques, malgré la résistance des travailleurs du secteur autogéré.

L'auteur passe en revue les institutions dont s'est doté le secteur autogéré supérieur, et examine attentivement les nombreux problèmes de fonctionnement auxquels il a dû faire face tout au long des années 1963-1973.

Examinant l'importante question de la participation des travailleurs à la prise de décision (p. 276), Koulytchizky étudie en détail, avec un grand souci de clarification, les questions de chevauchements de compétence, de conflits d'autorité, de dégénérescence de la démocratie interne, etc. Il met en évidence une des lacunes du système d'autogestion : la mauvaise circulation des informations découlant soit d'actes déli-